

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement***

Conseil d'administration provisoire

Séance du 19 juin 2020

Délibération n°3.1.2

Le 19 juin 2020, le Conseil d'administration provisoire de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de
Monsieur Dominique CHARGE, à Paris
Nombre de membres en exercice :28
Nombre de présents :20
Membres représentés (procuration) :7
Quorum :14

Point 3 – Gouvernance

Point 3.1 – Ressources Humaines

**Délibération 3.1.2 – Critères et conditions 2020 d'allocation de la prime pour charge administrative aux
enseignants-chercheurs titulaires et personnels assimilés au sein de l'école interne AGROCAMPUS
OUEST**

Exposé des motifs :

Le décret 93-597 du 26 mars 1993 a institué une prime de charges administratives : celle-ci peut être attribuée aux enseignants-chercheurs titulaires et personnels assimilés qui exercent une responsabilité administrative ou prennent la responsabilité d'une mission temporaire définie par l'établissement et dont la durée ne peut être inférieure à 1 an.

A l'issue du Conseil d'administration, une réunion en formation restreinte aux enseignants-chercheurs élus d'AGROCAMPUS OUEST au Conseil d'administration sera organisée par la Directrice de l'école interne AGROCAMPUS OUEST pour donner avis sur la liste des bénéficiaires au titre de l'année universitaire 2019/2020. La prime pour charges administratives est versée par campagne annuelle à AGROCAMPUS OUEST et à année universitaire échue.

Les critères suivants classés en 4 rubriques sont proposés : (renouvellement 2019 — pour l'attribution de la prime pour charges administratives (PCA)) :

1.
 - Directeur(trice) de Département
 - Directeur(trice) d'axe transversal (DT)
2.
 - Directeur(trice) adjoint(e) de Département (MC)
 - Directeur(trice) adjoint(e) de Département (PR)
 - Responsable d'unité pédagogique au sein d'un Département
 - Responsable d'unité de recherche reconnue ou labellisée (UMR, UPSP)
 - Directeur (trice) –adjoint(e) d'axe transversal
3.
 - Responsable de diplôme (spécialisation d'ingénieur, spécialité de Master) et/ou d'option de diplôme (selon effectifs et durée)

4.

- Chargé de mission collective par la Direction (numérique, Ecole doctorale, entrepreneuriat, Cnam...à titre d'exemples), explicité dans une lettre de mission.
- Responsable de pôle thématique

Conditions d'attribution :

- a. Catégorie 1 : taux 100 % (PR et MCF)
Catégorie 2 ou 3 ou 4 : limité à 50% (PR et MCF)
Catégorie 2+3 ou 2+4 ou 3+4 : 100% pour les MCF, limité à 50% pour les PR
- b. Règle de non cumul de la PCA avec la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche (PEDR) ou de la prime pédagogique
- c. Règle de plafonnement à 50h complémentaires pour les bénéficiaires de la PCA taux 100% ou de la PEDR, ref. note de service ACO 99-2016 du 08/09/16 et note de service ministérielle DGER/SDES/2018-512 du 17/07/18
- d. Nécessité de réalisé pédagogique en aval effectué en totalité
- e. Possibilité de transformation de cette prime en décharge horaires (à année n+1)

Il est proposé au Conseil d'administration provisoire d'approuver ces critères et conditions.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents ou représentés

Délibération n°3.1.2

Objet : Critères et conditions 2020 d'allocation de la prime pour charge administrative aux enseignants-chercheurs titulaires et personnels assimilés pour l'école interne AGROCAMPUS OUEST

Le Conseil d'administration provisoire de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 19 juin 2020, approuve :

Les critères et conditions 2020 exposés ci-dessus d'allocation de la prime pour charge administrative aux enseignants-chercheurs titulaires et personnels assimilés au sein de l'école interne AGROCAMPUS OUEST.

Fait le 19 juin 2020.

**Le Président du Conseil d'administration provisoire
Dominique Chargé**

Signature D. Chargé

La présente délibération est classée au recueil des délibérations de l'établissement et est publiée sur le site internet des écoles internes.
En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.